

§ 6. De berekening van de in § 3 vermelde verhouding gebeurt als volgt :

— voor een titel met betrekkingen verdeeld over drie rangen is het aantal betrekkingen van de hogere rang gelijk aan de op de hele eenheid naar beneden afgeronde quotiënt van de 4/10e van het totaal aantal voor deze titel voorziene betrekkingen; het totaal aantal betrekkingen van de middenrang is gelijk aan de op de hele eenheid naar beneden afgeronde quotiënt van de 2/5e van het verschil tussen het totaal aantal voor de titel voorziene betrekkingen en van het totaal aantal betrekkingen van de hogere rang; het totaal aantal betrekkingen van de lagere rang is gelijk aan het verschil tussen het totaal aantal betrekkingen voorzien voor de titel en de optelling van de betrekkingen van de hogere en middenrang;

— voor een titel met betrekkingen verdeeld over twee rangen is het aantal betrekkingen van de hogere rang gelijk aan de op de hele eenheid naar onder afgeronde quotiënt van de 2/5e van het totaal aantal voor deze titel voorziene betrekkingen; het totaal aantal betrekkingen van de lagere rang is gelijk aan het verschil tussen het totaal aantal betrekkingen voorzien voor de titel en het aantal betrekkingen van de hogere rang.

§ 6. Het bedongen in § 5 is niet van toepassing op de graden van de drie rangen van de wetenschappelijke loopbaan.

Art. 5. De Minister tot wiens bevoegdheden het Gewestelijk Openbaar Ambt behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 december 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

F. 92 — 857

[S-C — 27132]

19 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon déterminant les conditions d'octroi et les taux des subventions pour l'aménagement et l'équipement de terrains et bâtiments à l'usage de l'industrie, de l'artisanat ou de services ou d'autres infrastructures d'accueil des investisseurs

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, notamment l'article 30, § 2, l'article 30 bis, y inséré par le décret du 15 mars 1990, l'article 31 et l'article 31 bis, y inséré par le décret du 15 mars 1990;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne qui a le Budget dans ses attributions;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° la loi : la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique;
- 2° le Ministre : le Membre de l'Exécutif qui a les Zones industrielles dans ses attributions;
- 3° le Comité d'acquisition : le Comité d'acquisition d'immeubles institué auprès du Ministre des Finances;
- 4° le promoteur : la province, la commune, l'intercommunale, la société de développement économique provinciale ou toute autre personne de droit public désignée par l'Exécutif;
- 5° les terrains : les terrains affectés à l'usage de l'industrie, de l'artisanat, ou de services, situés dans une zone industrielle ou nécessaires à l'aménagement des infrastructures de celles-ci;
- 6° les bâtiments : les bâtiments, affectés à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et de services et situés dans une zone industrielle;
- 7° les voies d'accès extérieures : les voies d'accès terrestres, navigables ou ferroviaires, nouvelles ou existantes, reliant directement les zones industrielles aux réseaux de voies de communication existantes à l'exclusion des contournements des routes et de leur dédoublement;
- 8° les voies internes : les voies d'accès internes des zones industrielles, qui appartiennent au domaine public, y compris les zones de stationnement latérales;
- 9° les travaux d'infrastructure : les travaux nécessaires à la création, au développement ainsi qu'à l'équipement des zones industrielles;
- 10° les bâtiments d'accueil : les bâtiments, mis temporairement à la disposition des entreprises dans leur phase de lancement;
- 11° les occupants : les entreprises occupant tout ou partie d'un bâtiment d'accueil.

CHAPITRE II. — Règles générales d'octroi des subventions

Art. 2. Dans la limite des crédits budgétaires, la Région peut octroyer des subventions pour :

- 1° l'acquisition de terrains;
- 2° l'acquisition de bâtiments d'accueil;
- 3° la transformation de bâtiments en bâtiments d'accueil;
- 4° l'acquisition de bâtiments et leur transformation en bâtiments d'accueil;
- 5° la construction de bâtiments d'accueil;
- 6° les travaux d'infrastructure;
- 7° les frais d'études, de direction et de surveillance des travaux visés aux 3° à 6°;
- 8° les frais administratifs relatifs aux opérations visées aux 3° à 6°.

Art. 3. Le taux de subventionnement est fixé à 80 %.

Dans des cas exceptionnels et sur décision de l'Exécutif, le taux maximum peut être porté à 100 %.

En toute hypothèse, la subvention est plafonnée à dix millions de francs pour l'acquisition ou la construction de bâtiments d'accueil ainsi que pour la transformation de bâtiments en bâtiments d'accueil ou leur acquisition avec transformation en bâtiments d'accueil.

Le plafond visé à l'alinéa précédent s'applique quels que soient les révisions ou dépassements de coût.

Il s'applique par bâtiment d'accueil que les acquisitions, constructions ou transformations soient réalisées en même temps ou de manière espacée dans le temps.

Art. 4. Pour les travaux d'infrastructure, le montant total des travaux, des frais d'études, de direction et de surveillance ainsi que des frais administratifs subventionnés inclut la T.V.A.

Pour la construction de bâtiments d'accueil et la transformation de bâtiments en bâtiments d'accueil, le montant total des travaux, des frais d'études, de direction et de surveillance subventionnés inclut la T.V.A. non déductible par le promoteur.

Art. 5. Aucune subvention n'est accordée si, pour un projet, le promoteur bénéficie déjà de subventions sur base d'autres législations régionales à l'exception de la loi du 27 juin 1978 relative à la rénovation des sites wallons d'activité économique désaffectés.

Art. 6. Le promoteur qui a bénéficié de subventions accordées en vertu du présent arrêté soumet au Ministre un rapport annuel complet de leur utilisation.

Ce rapport indique notamment les superficies des terrains équipés ainsi que l'occupation de ceux-ci et des bâtiments d'accueil par des entreprises.

Art. 7. La décision d'octroi d'une subvention est notifiée au promoteur par le Ministre.

Elle énonce les conditions et modalités de son paiement effectif.

Elle peut subordonner celui-ci à la condition que, dans les douze mois de sa notification, le promoteur ait, selon le cas, acquis l'immeuble ou notifié à l'entrepreneur l'ordre de commencer les travaux.

CHAPITRE III. — Acquisition de terrains

Section 1re. — Base de calcul des subventions

Art. 8. Une subvention ne peut être accordée que pour l'acquisition de terrains nécessaires à la création de voies d'accès extérieures ou à la réalisation de travaux d'infrastructures tels les bassins d'orage et les collecteurs d'égouts.

Art. 9. Pour l'acquisition de terrains, la base de calcul de la subvention est la suivante :

- 1° le prix d'achat;
- 2° les frais légaux d'acquisition;
- 3° les frais de mesurage.

Le prix d'achat est cependant plafonné :

- 1° lorsque le Comité d'acquisition est chargé de l'acquisition, au montant évalué par ledit Comité;
- 2° lorsque le Comité d'acquisition n'est pas chargé de l'acquisition :
 - a) au montant qui a fait l'objet du visa dudit Comité, conformément à l'article 30, § 2, a, alinéa 2, première phrase, de la loi;
 - b) au montant de l'offre prévue à l'article 30, § 2, a, alinéa 2, de la loi lorsque ledit Comité ne notifie pas sa décision dans le délai d'un mois prévu au même alinéa;
 - c) au montant maximum prévu à l'article 30, § 2, a, alinéa 3, de la loi lorsque ledit Comité refuse d'accorder son visa.

Les frais légaux d'acquisition ne peuvent excéder ceux relatifs au prix d'achat fixé conformément à l'alinéa 2.

Section 2. — Procédure d'octroi de la subvention

Art. 10. L'Exécutif désigne les terrains à acquérir et à affecter à l'usage de l'industrie, de l'artisanat ou de services.

Le cas échéant, il arrête l'utilité publique à les exproprier et désigne le promoteur autorisé à procéder à l'expropriation.

Art. 11. La subvention est octroyée sur présentation des documents justifiant le respect de l'article 9, alinéa 2.

Elle est payée sur présentation de l'acte authentique établissant le transfert de propriété du terrain au promoteur.

CHAPITRE IV. — Acquisition de bâtiments d'accueil

Section 1re. — Base de calcul des subventions

Art. 12. Pour l'acquisition de bâtiments d'accueil, la base de calcul de la subvention est la suivante :

- 1° le prix d'achat;
- 2° les frais légaux d'acquisition;
- 3° les frais de mesurage.

Le prix d'achat du bâtiment est réduit du montant de la valeur du terrain acquis avec la construction ou sur lequel celle-ci est érigée.

Le prix d'achat, ainsi réduit, est, par ailleurs, plafonné :

- 1° lorsque le Comité d'acquisition est chargé de l'acquisition, au montant évalué par ledit Comité;
- 2° lorsque le Comité d'acquisition n'est pas chargé de l'acquisition :
 - a) au montant qui a fait l'objet du visa dudit Comité, conformément à l'article 30, § 2, a, alinéa 2, première phrase, de la loi;
 - b) au montant de l'offre prévue à l'article 30, § 2, a, alinéa 2, de la loi lorsque ledit Comité ne notifie pas sa décision dans le délai d'un mois prévu au même alinéa;
 - c) au montant maximum prévu à l'article 30, § 2, a, alinéa 3, de la loi lorsque ledit Comité refuse d'accorder son visa.

Les frais légaux d'acquisition ne peuvent excéder ceux relatifs au prix d'achat fixé conformément à l'alinéa 2.

Section 2. — Procédure d'octroi de la subvention

Art. 13. L'Exécutif désigne les bâtiments à acquérir et à affecter à l'usage d'infrastructure d'accueil aux investisseurs.

Le cas échéant, il arrête l'utilité publique à les exproprier et désigne le promoteur autorisé à procéder à l'expropriation:

Art. 14. La subvention est octroyée sur présentation des documents justifiant le respect de l'article 12, alinéas 2 et 3.

Elle est payée sur présentation de l'acte authentique établissant le transfert de propriété du bâtiment d'accueil au promoteur.

CHAPITRE V. — Transformation de bâtiments en bâtiments d'accueil*Section Ire. — Base de calcul des subventions*

Art. 15. Pour la transformation de bâtiments en bâtiments d'accueil les subventions sont calculées sur la base du montant total :

- 1° des travaux de transformation y compris celui des révisions et décomptes contractuels;
- 2° des frais d'études, de direction et de surveillance des travaux de la construction, limités conformément à l'article 26.

Section 2. — Procédure d'octroi de la subvention

Art. 16. Les articles 21 et 22 sont applicables lors de la transformation de bâtiments en bâtiments d'accueil.

CHAPITRE VI. — Acquisition de bâtiments et transformation en bâtiments d'accueil*Section Ire. — Base de calcul des subventions*

Art. 17. Pour l'acquisition de bâtiments et leur transformation en bâtiments d'accueil, la base de calcul des subventions est définie, pour l'acquisition, à l'article 12 et, pour la transformation, à l'article 15.

Section 2. — Procédure d'octroi de la subvention

Art. 18. Les articles 13 et 14 sont applicables pour l'acquisition de bâtiments à transformer en bâtiments d'accueil et les articles 15 à 16 le sont pour leur transformation en bâtiments d'accueil.

Art. 19. La subvention est accordée globalement pour l'acquisition du bâtiment et sa transformation en bâtiment d'accueil et ces deux opérations ne peuvent être dissociées.

CHAPITRE VII. — Construction de bâtiments d'accueil*Section Ire. — Base de calcul des subventions*

Art. 20. Pour la construction de bâtiments d'accueil, les subventions sont calculées sur la base du montant total :

- 1° des travaux de construction y compris celui des révisions et décomptes contractuels;
- 2° des frais d'études, de direction et de surveillance des travaux de la construction, limités conformément à l'article 26.

Section 2. — Procédure d'octroi de la subvention

Art. 21. La subvention est octroyée sur présentation des résultats de l'attribution du marché en application de la loi du 14 juillet 1976 sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Une avance de 30 % du montant de la subvention octroyée est payée sur production de la lettre du promoteur notifiant à l'entrepreneur l'ordre de commencer les travaux.

Deux montants représentant chacun 30 % du montant de la subvention octroyée sont ensuite payés sur présentation par le promoteur d'états d'avancements mensuels représentant chaque fois un tiers du montant total des travaux.

Le solde de la subvention est payé sur présentation du décompte final de l'ensemble des travaux.

Art. 22. Lorsque le décompte final de la construction fait apparaître un dépassement de coût justifié, une subvention complémentaire peut être octroyée.

Cette subvention complémentaire est payée sur présentation par le promoteur du supplément au décompte final.

CHAPITRE VIII. — Travaux d'infrastructure*Section Ire. — Base de calcul des subventions*

Art. 23. Pour les travaux d'infrastructure, la base de calcul de la subvention est la suivante :

- 1° le montant total des travaux suivants y compris celui des révisions et des décomptes contractuels :
 - a) les travaux de nivellement, d'arasement et de drainage, nécessaires pour viabiliser les terrains;
 - b) la création de voies internes;
 - c) les travaux d'égouts, limités au domaine public, jusqu'à leur exutoire;
 - d) les travaux d'alimentation en eau limités au domaine public;
 - e) les travaux de construction de murs de quai limités au domaine public et nécessaires à l'activité industrielle;
 - f) les travaux de raccordement à une voie ferrée ou navigables limités au domaine public;
 - g) les travaux d'éclairage public limités au domaine public;
 - h) les plantations requises en exécution du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme ou toutes celles qui sont jugées nécessaires à la protection de l'environnement ou des riverains;
 - i) les raccordements aux réseaux de distribution d'énergie, limités au domaine public étant entendu que pour les raccordements électriques sont seuls visés les raccordements au réseau à haute tension et l'implantation de cabines de transformation;
 - j) la création de voies d'accès extérieures, y compris les collecteurs d'égouts et leurs exutoires;
 - k) les prospections géotechniques nécessaires à la bonne exécution des travaux précités;
 - l) les petites stations d'épuration destinées à plusieurs entreprises;

2° le montant total des frais d'études, de direction, de surveillance et des frais administratifs des travaux subventionnables, limités conformément à l'article 20.

Section 2. — Procédure d'octroi de la subvention

Art. 24. La subvention est octroyée sur présentation des résultats de l'attribution du marché en application de la loi du 14 juillet 1978 sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Les avances sont payées sur présentation des états mensuels par le promoteur.

Le solde de la subvention est payé sur présentation du décompte final de l'ensemble des travaux.

Art. 25. Lorsque le décompte final de la construction fait apparaître un dépassement de coût justifié, une subvention complémentaire peut être octroyée.

Cette subvention complémentaire est payée sur présentation par le promoteur du supplément au décompte final.

CHAPITRE IX. — Frais d'études, de direction, de surveillance et frais d'administration

Section 1re. — Base de calcul des subventions

Art. 26. Pour les frais d'études et de direction la base de la subvention est fixée comme suit :

1° 6 % pour la 1re tranche des travaux subventionnés jusqu'à dix millions de francs;

2° 4 % pour la 2e tranche des travaux subventionnés comprise entre dix millions et vingt millions de francs.

3° 3 % pour la partie des travaux subventionnés dépassant vingt millions de francs.

Pour les frais de surveillance la base de calcul de la subvention est de 3 % du montant total des travaux subventionnés.

Pour les frais administratifs la base de calcul de la subvention est de 1 % du montant total des travaux subventionnés.

Pour l'application des alinéas 1er à 3, le montant des travaux subventionnés à prendre en considération est celui du marché initial et de ses éventuels avenants approuvés par le Ministre.

Ce montant est majoré de la TVA conformément à l'article 4.

Section 2. — Procédure d'octroi de la subvention

Art. 27. Les subventions pour frais d'études, de direction et de surveillance ainsi que pour frais administratifs sont octroyées conformément aux procédures d'octroi de subventions pour les travaux auxquels ces frais se rapportent.

Ces subventions sont payées comme suit :

1° pour les travaux d'infrastructure, deux tiers sur présentation du premier état d'avancement et un tiers sur présentation du décompte final;

2° pour les bâtiments d'accueil à construire ou à transformer, sur présentation du décompte final.

CHAPITRE X. — Dispositions finales

Art. 28. L'arrêté royal du 16 octobre 1975 déterminant, pour la Région wallonne, les conditions d'octroi et les taux des subsides pour l'aménagement et d'équipement de terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat ou de services ou d'autres infrastructures régionales d'accueil des investisseurs, modifié par l'arrêté royal du 3 octobre 1978 et par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 2 octobre 1986, est abrogé.

Art. 29. Le Ministre qui a les Zones industrielles dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 décembre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale,
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles,
E. HISMANS

ÜBERSETZUNG

D 92 — 857

[S-C — 27132]

19. DEZEMBER 1991. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive, durch den die Bedingungen für die Gewährung der Zuschüsse für die Anlage bzw. Einrichtung und die Ausrüstung von Grundstücken und Gebäuden für die Industrie, die handwerklichen Betriebe und das Dienstleistungsgewerbe oder von sonstigen Erschließungsinfrastrukturen für Anleger sowie die Sätze dieser Zuschüsse bestimmt werden

Aufgrund des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, insbesondere des Artikels 30 § 2, des Artikels 30bis, darin eingefügt durch das Dekret vom 15. März 1990, des Artikels 31 und des Artikels 31bis, darin eingefügt durch das Dekret vom 15. März 1990;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur und den Industriezonen,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — Definitionen

Artikel 1. Für die Anwendung vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1. « das Gesetz » : das Gesetz vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung,
2. « der Minister » : das Mitglied der Exekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Industriezonen gehören,
3. « das Erwerbskomitee » : das beim Minister der Finanzen eingerichtete Immobilienerwerbskomitee,
4. « der Projektträger » : die Provinz, die Gemeinde, die Interkommunale, die Gesellschaft für die Wirtschaftliche Entwicklung der Provinz oder jede andere von der Exekutive benannte öffentlich-rechtliche Person,
5. « die Grundstücke » : die für die Industrie, die Handwerkerschaft oder das Dienstleistungsgewerbe bestimmten Grundstücke, die in einer Industriezone gelegen sind oder zum Anlegen ihrer Infrastrukturen erforderlich sind,
6. « die Gebäude » : die Gebäude, die für die Industrie, die Handwerkerschaft und das Dienstleistungsgewerbe bestimmt und in einer Industriezone gelegen sind,
7. « die Zufahrten » : die neuen oder bestehenden Land-, Wasser- oder Schienenwege, die die Industriezonen direkt mit den bestehenden Verkehrswegenetzen verbinden, mit Ausnahme der Umgehungsstraßen und ihrer zweiten Bahn,
8. « die Innenwege » : die Wege innerhalb der Industriezonen, die zum öffentlichen Eigentum gehören, einschließlich der seitlichen Parkflächen,
9. « die Infrastrukturarbeiten » : die Arbeiten, die für die Errichtung, die Ausdehnung sowie die Ausstattung der Industriezonen erforderlich sind,
10. « die Behelfsgebäude » : die Gebäude, die den Betrieben während ihrer Startphase provisorisch zur Verfügung gestellt werden,
11. « die Benutzer » : die Betriebe, die ein Behelfsgebäude ganz oder zum Teil belegen.

KAPITEL II. — Allgemeine Regeln für die Gewährung der Zuschüsse

Art. 2. Die Region kann im Rahmen der Haushaltsmittel Zuschüsse gewähren für :

- 1° den Erwerb von Grundstücken;
- 2° den Erwerb von Behelfsgebäuden;
- 3° den Umbau von Gebäuden zu Behelfsgebäuden;
- 4° den Erwerb von Gebäuden und ihren Umbau zu Behelfsgebäuden;
- 5° den Bau von Behelfsgebäuden;
- 6° die Infrastrukturarbeiten;
- 7° die Kosten für die Planung, die Leitung und die Überwachung der in den Nrn. 3 bis 6 erwähnten Arbeiten;
- 8° die Verwaltungskosten in bezug auf die in den Nrn. 3 bis 6 erwähnten Vorgänge.

Art. 3. Der Satz des Zuschusses ist auf 80 % festgesetzt.

Der Höchstsatz kann in Ausnahmefällen und auf den Beschluß der Exekutive hin auf 100 % erhöht werden.

Der Zuschuß ist in jedem Fall für den Erwerb oder den Bau von Behelfsgebäuden sowie für den Umbau von Gebäuden zu Behelfsgebäuden bzw. ihren Erwerb vor dem Umbau zu Behelfsgebäuden auf zehn Millionen Franken begrenzt.

Der im vorangehenden Absatz erwähnte Höchstbetrag kommt ungeachtet der Kostenänderungen bzw. -überschreitungen zur Anwendung.

Er gilt je Behelfsgebäude, ob die Anschaffungen, Bau- bzw. Umbauarbeiten nun gleichzeitig oder in Abständen ausgeführt werden.

Art. 4. Für die Infrastrukturarbeiten ist die MwSt. in dem Gesamtbetrag der Arbeiten, der Kosten für die Planung, die Leitung und die Überwachung der Arbeiten sowie der bezuschußten Verwaltungskosten einbegriffen.

Für den Bau von Behelfsgebäuden und den Umbau von Gebäuden zu Behelfsgebäuden umfaßt der Gesamtbetrag der Arbeiten, der bezuschußten Kosten für die Planung, die Leitung und die Überwachung der Arbeiten die MwSt., die der Projektträger nicht abrechnen kann.

Art. 5. Es wird kein Zuschuß gewährt, wenn der Projektträger aufgrund anderer regionaler Rechtsvorschriften, mit Ausnahme des Gesetzes vom 27. Juni 1978 über die Renovierung der wallonischen stillgelegten Betriebsanlagen, bereits Zuschüsse für ein Projekt erhält.

Art. 6. Der Projektträger, der Zuschüsse aufgrund des vorliegenden Erlasses erhalten hat, legt dem Minister einen vollständigen Jahresbericht über ihre Verwendung vor.

Dieser Bericht führt insbesondere die Flächen der ausgerüsteten Grundstücke auf und gibt an, in welchem Maße diese Grundstücke und die Behelfsgebäude von den Betrieben belegt werden.

Art. 7. Der Beschluß zur Gewährung eines Zuschusses wird dem Projektträger durch den Minister zugestellt.

Er führt die Bedingungen und Modalitäten für seine effektive Zahlung aus.

Er kann diese von der Voraussetzung abhängig machen, daß der Projektträger binnen zwölf Monaten nach seiner Zustellung das unbewegliche Gut erwirbt bzw. dem Unternehmer die Anweisung zur Inangriffnahme der Arbeiten zustellt.

KAPITEL III. — Erwerb von Grundstücken

Abschnitt 1. — Grundlage für die Berechnung der Zuschüsse

Art. 8. Es kann kein Zuschuß für den Erwerb von Grundstücken gewährt werden, die für die Errichtung der Zufahrten oder zur Ausführung von Infrastrukturarbeiten, wie Regenwasserrückhaltebecken und Abwasser-sammler, erforderlich sind.

Art. 9. Für den Erwerb von Grundstücken wird folgendes als Grundlage für die Berechnung des Zuschusses genommen :

- 1° der Erwerbspreis,
- 2° die gesetzlichen Erwerbskosten,
- 3° die Vermessungskosten.

Der Erwerbspreis wird jedoch begrenzt :

- 1° wenn das Erwerbskomitee beauftragt ist, den Erwerb zu dem von diesem Komitee geschätzten Betrag zu tätigen,
 - 2° wenn das Erwerbskomitee nicht beauftragt ist, den Erwerb :
 - a) zu dem Betrag zu tätigen, der gemäß Artikel 30 § 2 Lit. a Absatz 2 erster Satz des Gesetzes vom besagten Komitee genehmigt worden ist,
 - b) zu dem Betrag des in Artikel 30 § 2 Lit. a Absatz 2 des Gesetzes vorgesehenen Angebots zu tätigen, wenn das besagte Komitee seinen Beschluß nicht binnen der im selben Absatz vorgesehenen einmonatigen Frist zustellt,
 - c) zu dem in Artikel 30 § 2 Lit. a Absatz 3 des Gesetzes vorgesehenen Höchstbetrag zu tätigen, wenn das besagte Komitee sich weigert, seine Genehmigung zu erteilen.
- Die gesetzlichen Erwerbskosten dürfen nicht diejenigen überschreiten, die dem gemäß Absatz 2 festgesetzten Erwerbspreis betreffen.

Abschnitt 2. — Verfahren zur Gewährung des Zuschusses

Art. 10. Die Exekutive bestimmt die Grundstücke, die zu erwerben sind und für die Industrie, die handwerklichen Betriebe oder das Dienstleistungsgewerbe bestimmt sind.

Sie beschließt gegebenenfalls, daß es im öffentlichen Interesse liegt, sie zu enteignen, und benennt den Projektträger, der die Enteignung vornehmen darf.

Art. 11. Der Zuschuß wird bei Vorlage der Dokumente gewährt, die die Einhaltung von Artikel 9 Absatz 2 belegen.

Er wird bei Vorlage der öffentlichen Urkunde gezahlt, in der die Übertragung des Eigentums am Grundstück auf den Projektträger festgestellt wird.

KAPITEL IV. — Erwerb von Behelfsgebäuden

Abschnitt 1. — Grundlage für die Berechnung der Zuschüsse

Art. 12. Für den Erwerb von Behelfsgebäuden wird folgendes als Grundlage für die Berechnung des Zuschusses genommen :

- 1° der Erwerbspreis,
- 2° die gesetzlichen Erwerbskosten,
- 3° die Vermessungskosten.

Der Erwerbspreis des Gebäudes wird um den Betrag des Wertes des Grundstückes verringert, das vor dem Bau erworben worden ist oder auf dem dieser errichtet wird.

Der auf diese Weise verringerte Erwerbspreis wird außerdem begrenzt :

- 1° wenn das Erwerbskomitee beauftragt ist, den Erwerb zu dem von diesem Komitee geschätzten Betrag zu tätigen,
 - 2° wenn das Erwerbskomitee nicht beauftragt ist, den Erwerb :
 - a) zu dem Betrag zu tätigen, der gemäß Artikel 30 § 2 Lit. a Absatz 2 erster Satz des Gesetzes vom besagten Komitee genehmigt worden ist,
 - b) zu dem Betrag des in Artikel 30 § 2 Lit. a Absatz 2 des Gesetzes vorgesehenen Angebots zu tätigen, wenn das besagte Komitee seinen Beschluß nicht binnen der im selben Absatz vorgesehenen einmonatigen Frist zustellt,
 - c) zu dem in Artikel 30 § 2 Lit. a Absatz 3 des Gesetzes vorgesehenen Höchstbetrag zu tätigen, wenn das besagte Komitee sich weigert, seine Genehmigung zu erteilen.
- Die gesetzlichen Erwerbskosten dürfen nicht diejenigen überschreiten, die dem gemäß Absatz 2 festgesetzten Erwerbspreis betreffen.

Abschnitt 2. — Verfahren zur Gewährung des Zuschusses

Art. 13. Die Exekutive bestimmt die Grundstücke, die zu erwerben sind und für die Erschließungsinfrastruktur für Anleger bestimmt sind.

Sie beschließt gegebenenfalls, daß es im öffentlichen Interesse liegt, sie zu enteignen, und benennt den Projektträger, der die Enteignung vornehmen darf.

Art. 14. Der Zuschuß wird bei Vorlage der Dokumente gewährt, die die Einhaltung von Artikel 12 Absätze 2 und 3 belegen.

Er wird bei Vorlage der öffentlichen Urkunde gezahlt, in der die Übertragung des Eigentums am Behelfsgebäude auf den Projektträger festgestellt wird.

KAPITEL V. — Umbau von Gebäuden zu Behelfsgebäuden

Abschnitt 1. — Grundlage für die Berechnung der Zuschüsse

Art. 15. Für den Umbau von Gebäuden zu Behelfsgebäuden werden die Zuschüsse berechnet auf der Grundlage des Gesamtbetrags :

- 1° der Umbauarbeiten, einschließlich desjenigen der vertraglichen Änderungen und Abrechnungen,
- 2° der gemäß Artikel 26 beschränkten Kosten für die Planung, die Leitung und die Überwachung der Umbauarbeiten.

Abschnitt 2. — Verfahren zur Gewährung des Zuschusses

Art. 16. Die Artikel 21 und 22 kommen bei dem Umbau von Gebäuden zu Behelfsgebäuden zur Anwendung.

KAPITEL VI. — Erwerb von Gebäuden und Umbau zu Behelfsgebäuden

Abschnitt 1. — Grundlage für die Berechnung der Zuschüsse

Art. 17. Für den Erwerb von Gebäuden und ihren Umbau zu Behelfsgebäuden wird die Grundlage für die Berechnung der Zuschüsse in bezug auf den Erwerb in Artikel 12 und in bezug auf den Umbau in Artikel 15 bestimmt.

Abschnitt 2. — Verfahren zur Gewährung des Zuschusses

Art. 18. Die Artikel 13 und 14 gelten für den Erwerb von Gebäuden, die zu Behelfsgebäuden umgebaut werden sollen, und die Artikel 15 bis 16 gelten für ihren Umbau zu Behelfsgebäuden.

Art. 19. Der Zuschuß wird global für den Erwerb des Gebäudes und dessen Umbau zu einem Behelfsgebäude gewährt, und diese beiden Vorgängen dürfen nicht voneinander getrennt werden.

KAPITEL VII. — Bau von Behelfsgebäuden*Abschnitt 1. — Grundlage für die Berechnung der Zuschüsse*

Art. 20. Für den Bau von Behelfsgebäuden werden die Zuschüsse berechnet auf der Grundlage des Gesamtbetrags :

- 1° der Bauarbeiten, einschließlich desjenigen der vertraglichen Änderungen und Abrechnungen,
- 2° der gemäß Artikel 28 beschränkten Kosten für die Planung, die Leitung und die Überwachung der Bauarbeiten.

Abschnitt 2. — Verfahren zur Gewährung des Zuschusses

Art. 21. Der Zuschuß wird in Anwendung des Gesetzes vom 14. Juli 1976 über die öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen bei Vorlage der Ergebnisse der Auftragsvergabe gewährt.

Ein Vorschuß von 30 % des Betrags des gewährten Zuschusses wird bei Vorlage des Schreibens gezahlt, mit dem der Projektträger dem Unternehmer die Anweisung zur Inangriffnahme der Arbeiten mitteilt.

Zwei Beträge, die jeweils 30 % des Betrags des gewährten Zuschusses darstellen, werden dann gezahlt, wenn der Projektträger monatliche Berichte über den jeweils erreichten Stand der Arbeiten vorlegt, die jedesmal ein Drittel des Gesamtbetrags der Arbeiten darstellen.

Der Restbetrag des Zuschusses wird bei Vorlage der Endabrechnung über die gesamten Arbeiten gezahlt.

Art. 22. Wenn aus der Endabrechnung über den Bau eine gerechtfertigte Kostenüberschreitung hervorgeht, kann ein zusätzlicher Zuschuß gewährt werden.

Dieser zusätzliche Zuschuß wird gezahlt, nachdem der Projektträger den Mehrbetrag in der Endabrechnung vorgelegt hat.

KAPITEL VIII. — Infrastrukturarbeiten*Abschnitt 1. — Grundlage für die Berechnung der Zuschüsse*

Art. 23. Für die Infrastrukturarbeiten wird folgendes als Grundlage für die Berechnung des Zuschusses genommen :

- 1° der Gesamtbetrag der folgenden Arbeiten, einschließlich desjenigen der vertraglichen Änderungen und Abrechnungen :

a) der Planierungs-, Abgleich- und Trockenlegungsarbeiten, die für die Erschließung der Grundstücke erforderlich sind,

b) der Errichtung von Innenwegen,

c) der auf das öffentliche Eigentum beschränkten Kanalisationsarbeiten bis zum Auslaß,

d) der auf das öffentliche Eigentum beschränkten Arbeiten für die Wasserversorgung,

e) der auf das öffentliche Eigentum beschränkten und zur industriellen Tätigkeit erforderlichen Arbeiten für den Bau von Kaimauern,

f) der auf das öffentliche Eigentum beschränkten Arbeiten für einen Anschluß an eine Gleisanlage oder an eine Wasserstraße,

g) der auf das öffentliche Eigentum beschränkten Arbeiten für die öffentliche Beleuchtung,

h) der in Ausführung des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches erforderlichen Anpflanzungen oder all derjenigen, die zum Schutz der Umwelt und der Anlieger für nötig gehalten werden,

i) der auf das öffentliche Eigentum beschränkten Anschlüsse an die Energieverteilungsnetze, wobei für die Stromanschlüsse nur die Anschlüsse an ein Hochspannungsnetz und die Errichtung von Transformatorenhäuschen gemeint sind,

j) der Errichtung von Zufahrten, einschließlich der Hauptkanalisationen und deren Auslässe,

k) der zur sachgerechten Ausführung der vorerwähnten Arbeiten erforderlichen geotechnischen Forschungen,

l) der kleinen Kläranlagen für mehrere Betriebe,

2° der Gesamtbetrag der gemäß Artikel 28 beschränkten Kosten für die Planung, die Leitung und die Überwachung der bezuschußbaren Arbeiten und die Verwaltungskosten dafür.

Abschnitt 2. — Verfahren zur Gewährung des Zuschusses

Art. 24. Der Zuschuß wird in Anwendung des Gesetzes vom 14. Juli 1976 über die öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen bei Vorlage der Ergebnisse der Auftragsvergabe gewährt.

Die Vorschüsse werden gezahlt, nachdem der Projektträger die monatlichen Berichte vorgelegt hat.

Der Restbetrag des Zuschusses wird bei Vorlage der Endabrechnung über die gesamten Arbeiten gezahlt.

Art. 25. Wenn aus der Endabrechnung über den Bau eine gerechtfertigte Kostenüberschreitung hervorgeht, kann ein zusätzlicher Zuschuß gewährt werden.

Dieser zusätzliche Zuschuß wird gezahlt, nachdem der Projektträger den Mehrbetrag in der Endabrechnung vorgelegt hat.

KAPITEL IX. — Kosten für die Planung, die Leitung und die Überwachung der Arbeiten und Verwaltungskosten*Abschnitt 1. — Grundlage für die Berechnung der Zuschüsse*

Art. 26. Für die Kosten für die Planung und die Leitung der Arbeiten ist die Grundlage des Zuschusses wie folgt festgelegt :

1° 6 % für den ersten auf zehn Millionen Franken begrenzten Teil der bezuschußten Arbeiten,

2° 4 % für den zweiten zwischen zehn Millionen und zwanzig Millionen Franken liegenden Teil der bezuschußten Arbeiten,

3° 3 % für den Teil der bezuschuften Arbeiten, der zwanzig Millionen Franken überschreitet.

Für die Überwachungskosten entspricht die Grundlage für die Berechnung des Zuschusses 3 % des Gesamtbetrags der bezuschuften Arbeiten.

Für die Verwaltungskosten entspricht die Grundlage für die Berechnung des Zuschusses 1 % des Gesamtbetrags der bezuschuften Arbeiten.

Für die Anwendung der Absätze 1 bis 3 ist der zu berücksichtigende Betrag der bezuschuften Arbeiten derjenige des ursprünglichen Auftrags und, gegebenenfalls, seiner vom Minister genehmigten Zusätze.

Dieser Betrag wird gemäß Artikel 4 um die MwSt erhöht.

Abschnitt 2. — Verfahren zur Gewährung des Zuschusses

Art. 27. Die Zuschüsse für die Kosten in bezug auf die Planung, die Leitung und die Überwachung der Arbeiten und die Verwaltungskosten werden gemäß den Verfahren zur Bezuschussung der Arbeiten gewährt, auf die diese Kosten sich beziehen.

Diese Zuschüsse werden wie folgt gezahlt :

1° für die Infrastrukturarbeiten : zwei Drittel bei Vorlage des ersten Berichts über den Stand der Arbeiten und ein Drittel bei Vorlage der Endabrechnung,

2° für die Behelfsgebäude, die gebaut bzw. umgebaut werden sollen : bei Vorlage der Endabrechnung.

KAPITEL X. — Schlußbestimmungen

Art. 28. Der Königliche Erlaß vom 16. Oktober 1975 zur Bestimmung, für die Wallonische Region, der Bedingungen für die Gewährung und der Prozentsätze von Zuschüssen zur Anlage und Ausrüstung von Grundstücken und Gebäuden für die Industrie, die handwerklichen Betriebe oder für Dienstleistungen oder für sonstige regionale Infrastrukturarbeiten zur Aufnahme von Investoren, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 3. Oktober 1978 und durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 2. Oktober 1986, wird aufgehoben.

Art. 29. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Industriezonen gehören, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Dezember 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Beschäftigung,
beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur und den Industriezonen,

E. HISMANS

VERTALING

N. 92 — 857

[C — 27132]

19 DECEMBER 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot bepaling van de voorwaarden tot toekening en de percentages der subsidies voor de aanleg en de uitrusting van terreinen en gebouwen bestemd voor de industrie, het ambachtswezen of diensten of andere infrastructures tot aantrekking van de investeerders

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 30 december 1970 op de economische expansie, inzonderheid op artikel 30, § 2, artikel 30bis, er ingevoegd bij het decreet van 15 maart 1990, artikelen 31 en 31bis, er ingevoegd bij het decreet van 15 maart 1990;

Gelet op de instemming van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de Begroting behoort;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van de Minister voor Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriezones,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsbepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° de wet : de wet van 30 december 1970 op de economische expansie;

2° de Minister : het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheden de industriezones behoren;

3° het Aankoopcomité : het bij het Ministerie van Financiën ingesteld Comité tot aankoop van onroerende goederen;

4° de promotor : de provincie, gemeente, intercommunale, provinciale vennootschap voor economische ontwikkeling of elke andere door de Executieve aangewezen publiekrechtelijke persoon;

5° de terreinen : de terreinen bestemd voor de industrie, het ambachtswezen of diensten, die in een industriezone gelegen zijn of die nodig zijn voor de aanleg van de infrastructures ervan;

6° de gebouwen : de gebouwen bestemd voor de industrie, het ambachtswezen en diensten en in een industriezone gelegen;

7° de buitentoegangswegen : de nieuwe of bestaande land-, water- of spoorwegen die de industriezones rechtstreeks met de bestaande verbindingswegennetten verbinden, met uitzondering van de wegenomleggingen en hun ontubbingen;

8° de binnenwegen : de interne toegangswegen van de industriezone, die tot het openbare behoren, inclusief de parallelparkeerzones;

9° de infrastructuurwerken : de werken die nodig zijn voor de aanleg, ontwikkeling alsook voor de uitrusting van de industriezones;

10° de gebouwen met het oog op de aantrekking van investeerders : de gebouwen die tijdelijk ter beschikking gesteld worden van de ondernemingen tijdens hun beginfase;

11° de gebruikers : de ondernemingen die, geheel of ten dele, een gebouw met het oog op de aantrekking van investeerders in gebruik nemen.

HOOFDSTUK II. — *Algemene regels voor het toekennen van subsidies*

Art. 2. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten kan het Gewest subsidies toekennen voor :

- 1° de aankoop van gronden;
- 2° de aankoop van gebouwen met het oog op de aantrekking van investeerders;
- 3° de ombouw van gebouwen tot gebouwen met het oog op de aantrekking van investeerders;
- 4° de aankoop van gebouwen en hun ombouw tot gebouwen met het oog op de aantrekking van investeerders;
- 5° de bouw van gebouwen met het oog op de aantrekking van investeerders;
- 6° de infrastructuurwerken;
- 7° de kosten van studie, leiding en toezicht op de sub 3° tot 6° vermelde werken;
- 8° de administratiekosten betreffende de sub 3° tot 6° vermelde handelingen.

Art. 3. Het percentage van de subsidies is vastgesteld op 80 %.

In uitzonderlijke gevallen en na beslissing van de Executieve kan het maximum percentage tot 100 % verhoogd worden.

In ieder geval wordt de subsidie beperkt tot tien miljoen frank voor de aankoop of de bouw van gebouwen met het oog op de aantrekking van investeerders, alsook voor de ombouw van gebouwen tot gebouwen met het oog op de aantrekking van investeerders of voor hun aankoop met ombouw tot gebouwen met het oog op de aantrekking van investeerders.

Het in vorig lid vermeld maximum bedrag is van toepassing ongeacht de kostenherziening of -overschrijdingen.

Het geldt voor elk gebouw met het oog op de aantrekking van investeerders, zelfs als de aankoop, bouw of verbouwing, tegelijkertijd plaatsvinden of in de tijd gespreid zijn.

Art. 4. Voor de infrastructuurwerken is de BTW inbegrepen bij het totaal bedrag van de subsidies voor de werken, kosten van studie, leiding en toezicht, alsook van de administratiekosten.

Voor de bouw van gebouwen met het oog op de aantrekking van investeerders en de ombouw van gebouwen tot gebouwen met het oog op de aantrekking van investeerders is de niet door de promotor aftrekbare BTW inbegrepen bij het totale bedrag van de subsidies voor de werken, kosten van studie, leiding en toezicht.

Art. 5. Er wordt geen subsidie toegekend indien, voor een project, de promotor reeds recht gehad heeft op subsidies krachtens andere gewestelijke wetgevingen, met uitzondering van de wet van 27 juni 1978 betreffende de vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten in Wallonië.

Art. 6. De promotor, die recht gehad heeft op subsidies overeenkomstig dit besluit, legt een volledig jaarlijks verslag over hun gebruik aan de Minister voor.

Dit verslag vermeldt onder meer de oppervlakten van de uitgeruste terreinen alsook het gebruik van deze terreinen en gebouwen met het oog op de aantrekking van investeerders door ondernemingen.

Art. 7. De beslissing van subsidietoekenning wordt door de Minister aan de promotor betekend.

De voorwaarden en modaliteiten van haar effectieve uitbetaling worden erin geformuleerd.

Zij kan deze betaling onderwerpen aan de voorwaarde dat, binnen twaalf maanden van haar betekenis en naar gelang het geval, de promotor het gebouw gekocht heeft of aan de ondernemer het bevel tot het starten der werken betekent heeft.

HOOFDSTUK III. — *Aankoop van terreinen*

Afdeling 1. — Basis van de subsidieberekening

Art. 8. Er wordt geen subsidie toegekend voor de aankoop van terreinen die nodig zijn voor de aanleg van buitentoeegangswegen of voor de uitvoering van infrastructuurwerken zoals buffervijvers en verzamelriolen.

Art. 9. Voor de aankoop van terreinen is de basis van de subsidieberekening de volgende :

- 1° de aankoopprijs;
- 2° de wettelijke aankoopkosten;
- 3° de meerkosten. —

De aankoopprijs wordt echter beperkt :

- 1° wanneer het Aankoopcomité belast is met de aankoop voor het door genoemd Comité geraamd bedrag;
- 2° wanneer het Aankoopcomité niet belast is met de aankoop :

a) tot het bedrag dat geïmprimeerd werd door genoemd Comité, overeenkomstig artikel 30, § 2, a, tweede lid, eerste zin, van de wet;

b) tot het bedrag van het aanbod voorzien in artikel 30, § 2, a, tweede lid, van de wet wanneer genoemd Comité zijn beslissing niet betekent binnen de in het zelfde lid voorziene termijn van een maand;

c) tot het maximum bedrag voorzien in artikel 30, § 2, a, derde lid, van de wet, wanneer genoemd comité het weigert te viseren.

De wettelijke aankoopkosten mogen niet hoger zijn dan dewelke betrekking hebben op de overeenkomstig het tweede lid vastgestelde aankoopprijs.

Afdeling 2. — Procedure van de subsidietoekenning

Art. 10. De Executieve bepaalt de terreinen die gekocht en bestemd moeten worden voor de industrie, het ambachtswezen of diensten.

In voorkomend geval bepaalt zij het openbaar nut ze te onteigenen en stelt de promotor aan, die gemachtigd zal zijn tot het onteigenen ervan.

Art. 11. De subsidie wordt toegekend op voorlegging van de documenten die de naleving van het bepaalde van artikel 9, tweede lid, bewijzen.

Zij wordt uitbetaald op voorlegging van de authentieke akte waarbij de overdracht van eigendom van het terrein aan de promotor vastgesteld wordt.

HOOFDSTUK IV. — *Aankoop van gebouwen met het oog op de aantrekking van investeerders**Afdeling 1. — Basis van de subsidieberekening*

Art. 12. Voor de aankoop van gebouwen met het oog op de aantrekking van investeerders is de basis van de subsidieberekening de volgende :

- 1° de aankoopprijs;
- 2° de wettelijke aankoopkosten;
- 3° de meetkosten.

De aankoopprijs van het gebouw wordt verminderd met de waarde van het terrein dat met de bouw aangekocht werd of waarop deze bouw opgericht is.

De aldus verminderde prijs wordt bovendien beperkt :

- 1° wanneer het Aankoopcomité belast is met de aankoop, tot het door het Comité geraamde bedrag;
- 2° wanneer het Aankoopcomité niet belast is met de aankoop :
 - a) tot het bedrag dat geïndiceerd werd door genoemd Comité, overeenkomstig artikel 30, § 2, a, tweede lid, eerste zin, van de wet;
 - b) tot het bedrag van het aanbod voorzien in artikel 30, § 2, a, tweede lid, van de wet, wanneer genoemd Comité zijn beslissing niet betekent binnen de in het zelfde lid voorziene termijn van een maand;
 - c) tot het maximum bedrag voorzien in artikel 30, § 2, a, derde lid, van de wet, wanneer genoemd Comité het weigert te viseren.

De wettelijke aankoopkosten mogen niet hoger zijn dan dewelke betrekking hebben op de overeenkomstig het tweede lid vastgestelde aankoopprijs.

Afdeling 2. — Procedure van de subsidietoekenning

Art. 13. De Executieve bepaalt de gebouwen die gekocht en bestemd moeten worden voor infrastructuren tot aantrekking van de investeerders.

In voorkomend geval bepaalt zij het openbaar nut ze te onteigenen en stelt de promotor aan, die gemachtigd zal zijn tot het onteigenen ervan.

Art. 14. De subsidie wordt toegekend op voorlegging van de documenten die de naleving van het bepaalde van artikel 12, tweede en derde lid, bewijzen.

Zij wordt uitbetaald op voorlegging van de authentieke akte waarbij de overdracht van eigendom van het gebouw met het oog op de aantrekking van de investeerders aan de promotor vastgesteld wordt.

HOOFDSTUK V. — *Ombouw van gebouwen tot gebouwen met het oog op de aantrekking van de investeerders**Afdeling 1. — Basis van de subsidieberekening*

Art. 15. Voor de ombouw van gebouwen tot gebouwen met het oog op de aantrekking van de investeerders worden de subsidies berekend op basis van het totaal bedrag :

- 1° van de ombouwwerken met inbegrip van het bedrag van de contractuele herzieningen en aftrekkingen;
- 2° de kosten van studie, leiding en toezicht op de bouwwerken, begrensd overeenkomstig artikel 26.

Afdeling 2. — Procedure van de subsidietoekenning

Art. 16. Artikelen 21 en 22 zijn van toepassing voor de ombouw van gebouwen tot gebouwen met het oog op de aantrekking van de investeerders.

HOOFDSTUK VI. — *Aankoop van gebouwen en ombouw tot gebouwen met het oog op de aantrekking van de investeerders**Afdeling 1. — Basis van de subsidieberekening*

Art. 17. Voor de aankoop van gebouwen en de ombouw tot gebouwen met het oog op de aantrekking van de investeerders wordt de basis van de subsidieberekening bepaald, wat de aankoop betreft, in artikel 12, en wat de ombouw betreft, in artikel 15.

Afdeling 2. — Procedure van de subsidietoekenning

Art. 18. Artikelen 13 en 14 zijn van toepassing voor de aankoop van tot gebouwen met het oog op de aantrekking van de investeerders om te bouwen gebouwen en artikelen 15 en 16 zijn van toepassing voor hun ombouw tot gebouwen met het oog op de aantrekking van de investeerders.

Art. 19. De subsidie wordt volledig toegekend voor de aankoop van het gebouw en zijn ombouw tot gebouw met het oog op de aantrekking van de investeerders en deze twee handelingen kunnen gescheiden worden.

HOOFDSTUK VII. — *Bouw van gebouwen met het oog op de aantrekking van de investeerders**Afdeling 1. — Basis van de subsidieberekening*

Art. 20. Voor de bouw van gebouwen met het oog op de aantrekking van de investeerders, worden de subsidies berekend op basis van het totaal bedrag :

- 1° van de bouwwerken met inbegrip van het bedrag van de contractuele herzieningen en aftrekkingen;
- 2° de kosten van studie, leiding en toezicht op de bouwwerken, begrensd overeenkomstig artikel 26.

Afdeling 2. — Procedure van de subsidietoekenning

Art. 21. De subsidie wordt toegekend op voorlegging van de resultaten van de toekenning van de opdracht bij toepassing van de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

Een voorschot van 30 % van het bedrag van de subsidie wordt uitbetaald op voorlegging van de brief van de promotor waarbij hij het bevel tot het starten der werken aan de ondernemer betekent heeft.

Twee bedragen van elk 30 % van het bedrag van de toegekende subsidie worden daarna uitbetaald wanneer de promotor de maandelijkse vorderingsstaten voorlegt, die telkens een derde van het totaal bedrag der werken vertegenwoordigen.

Het saldo van de subsidie wordt vereffend op voorlegging van de eindafrekening van alle werken.

Art. 22. Wanneer blijkt uit de eindrekening van de bouw dat er een gerechtvaardigde overschrijding van de kosten is, kan een bijkomende subsidie toegekend worden.

Deze bijkomende subsidie wordt uitbetaald wanneer de promotor het supplement bij de eindrekening voorlegt.

HOOFDSTUK VIII. — *Infrastructuurwerken*

Afdeling 1. — Basis van de subsidieberekening

Art. 23. Voor de infrastructuurwerken is de basis van de subsidieberekening de volgende :

1° het bedrag van de volgende werken met inbegrip van het bedrag van de contractuele herzieningen en aftrekkingen :

- a) de voor het bouwrijp maken van de terreinen nodige nivellerings-, effenings- en draineringswerken;
 - b) de aanleg van binnenwegen;
 - c) de tot het openbare domein beperkte rioleringswerken, tot aan de afvoerriool;
 - d) de tot het openbare domein beperkte watertoeverwerken;
 - e) de tot het openbare domein beperkte oprichtingen van kaalmuren die nodig zijn voor de industrie-activiteiten;
 - f) de tot het openbare domein beperkte verbindingswerken met het spoor of waterkanalen;
 - g) de tot het openbare domein beperkte openbare verlichtingswerken;
 - h) de door het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw vereiste beplantingen of alle beplantingen die als nodig aanzien worden voor de bescherming van het leefmilieu of van de bewoners;
 - i) de tot het openbare domein beperkte verbindingswerken met de energienetten, onder voorwaarde dat onder elektrische aansluitingen enkel worden bedoeld de aansluitingen op het hoogspanningsnet en het bouwen van transformatorstations;
 - j) de aanleg van buitentoegangswegen met inbegrip van de rioolverzamelaars en hun afvoeren;
 - k) de voor de goede uitvoering van voormelde werken nodige geotechnische onderzoeken;
 - l) de voor meerdere ondernemingen bestemde zuiveringstations;
- 2° de kosten van studie, leiding en toezicht op, alsook de administratiekosten van de subsidieerbare bouwwerken, beperkt overeenkomstig artikel 26.

Afdeling 2. — Procedure van de subsidietoekenning

Art. 24. De subsidie wordt toegekend op voorlegging van de resultaten van de toekenning van de opdracht bij toepassing van de wet van 14 juli 1978 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

De voorschotten worden uitbetaald wanneer de promotor de maandelijksse vorderingsstaten voorlegt.
Het saldo van de subsidie wordt vereffend op voorlegging van de eindafrekening van alle werken.

Art. 25. Wanneer blijkt uit de eindrekening van de bouw dat er een gerechtvaardigde overschrijding van de kosten is, kan een bijkomende subsidie toegekend worden.

Deze bijkomende subsidie wordt uitbetaald wanneer de promotor het supplement bij de eindrekening voorlegt.

HOOFDSTUK IX. — *Kosten van studie, leiding en toezicht alsook administratiekosten*

Afdeling 1. — Basis van de subsidieberekening

Art. 26. Voor de studie- en leidingskosten wordt de basis van de subsidieberekening als volgt bepaald :

- 1° 6 % van de eerste schijf van de gesubsidieerde werken tot tien miljoen frank;
 - 2° 4 % voor de tweede schijf van de gesubsidieerde werken begrepen tussen tien miljoen frank en twintig miljoen frank;
 - 3° 3 % voor het deel van de gesubsidieerde werken dat hoger ligt dan twintig miljoen frank.
- Voor de toezichtskosten is de basis van de subsidieberekening gelijk aan 3 % van het totaal bedrag van de gesubsidieerde werken.
- Voor de administratiekosten is de basis van de subsidieberekening gelijk aan 1 % van het totaal bedrag van de gesubsidieerde werken.
- Voor de toepassing van het eerste tot het derde lid is het bedrag van de gesubsidieerde werken waarmee rekening moet worden gehouden dat van de oorspronkelijke opdracht en van zijn door de Minister goedgekeurde eventuele aanhangsels.

Dit bedrag wordt, overeenkomstig artikel 4, met de BTW vermeerderd.

Afdeling 2. — Procedure van de subsidietoekenning

Art. 27. De subsidies voor kosten van studie, leiding en toezicht alsook administratiekosten worden toegekend overeenkomstig de procedures van subsidietoekenning voor de werken waar deze kosten betrekking op hebben.

Deze toelagen worden betaald als volgt :

- 1° voor de infrastructuurwerken, twee derde op voorlegging van de eerste vorderingsstaat en een derde op voorlegging van de eindrekening;
- 2° voor de te bouwen of om te bouwen gebouwen, met het oog op de aantrekking van de investeerders, op voorlegging van de eindafrekening.

HOOFDSTUK X. — *Slotbepalingen*

Art. 28. Het koninklijk besluit van 16 oktober 1975 tot bepaling, voor het Waalse Gewest, van de voorwaarden tot toekenning en de percentages der subsidies voor de aanleg en de uitrusting van terreinen en gebouwen bestemd voor de industrie, het ambachtswezen of diensten of andere infrastructuren tot aantrekking van de investeerders, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 oktober 1978 en bij het besluit van de Waalse gewestexecutieve van 2 oktober 1988, is opgeheven.

Art. 29. De Minister, tot wiens bevoegdheden de Industriezones behoren is, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 december 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister voor Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriezones,

E. HISMANS

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRÊTÉS

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Toelatingen verleend aan ondernemingen om aan verzekeringen te doen

Bij koninklijk besluit van 7 februari 1992 wordt aan de onderneming « The Chiyoda Fire and Marine Insurance Company (Europe) Limited » (administratief codenummer : 1021), vennootschap naar Brits recht waarvan de uitbatingsetel in België is gevestigd, Kunstlaan 56, te 1040 Brussel, de toelating verleend om de volgende takken te beoefenen :

- « Ongevallen » (tak 1);
- « Ziekte » (tak 2);
- « Vervoerde goederen met inbegrip van koopwaren, bagage en alle andere goederen » (tak 7);
- « Brand en natuurevenementen » (tak 8);
- « Andere schade aan goederen » (tak 9);
- « Algemene B.A. » (tak 13);
- « Diverse geldelijke verliezen » (tak 16);
- « Rechtsbijstand » (tak 17);

Dit besluit treedt in werking vanaf de onderhavige bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 24 februari 1992 wordt aan de onderneming « Assurances Touring Verzekeringen », in 't kort « ATV », (administratief codenummer : 1015), naamloze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd Wetstraat 44, te 1040 Brussel, toelating verleend om de volgende takken te beoefenen :

- « Andere schade aan goederen » (tak 9);
- « Diverse geldelijke verliezen » (tak 16);
- « Rechtsbijstand » (tak 17).

Dit besluit treedt in werking vanaf de onderhavige bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 24 februari 1992 wordt aan de onderneming « Europaea — Rechtsbijstandverzekering », in 't kort « Europaea » (administratief codenummer : 1025), naamloze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd Defacqzstraat 3, te 1050 Brussel, de toelating verleend om de volgende tak te beoefenen :

- « Rechtsbijstand » (tak 17).

Dit besluit treedt in werking vanaf de onderhavige bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 24 februari 1992 wordt aan de onderneming « Victoria-Vesta » (administratief codenummer : 0595), naamloze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd Laarstraat 16, te 2810 Wilrijk, de toelating verleend om de volgende tak te beoefenen :

- « Rechtsbijstand » (tak 17).

Dit besluit treedt in werking vanaf de onderhavige bekendmaking.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Agréments accordés à des entreprises pour faire des opérations d'assurances

Par arrêté royal du 7 février 1992, est accordé l'agrément à l'entreprise « The Chiyoda Fire and Marine Insurance Company (Europe) Limited » (code administratif : 1021), société de droit britannique dont le siège d'exploitation en Belgique est situé avenue des Arts 56, à 1040 Bruxelles, pour pratiquer les branches suivantes :

- « Accidents » (branche 1);
- « Maladie » (branche 2);
- « Marchandises transportées, y compris les marchandises, bagages et tous autres biens » (branche 7);
- « Incendie et éléments naturels » (branche 8);
- « Autres dommages aux biens » (branche 9);
- « R.C. générale » (branche 13);
- « Pertes pécuniaires diverses » (branche 16);
- « Protection juridique » (branche 17);

Cet arrêté entre en vigueur le jour de la présente publication.

Par arrêté royal du 24 février 1992 est accordé l'agrément à l'entreprise « Assurances Touring Verzekeringen », en abrégé : « ATV », (code administratif : 1015), société anonyme dont le siège social est situé rue de la Loi 44, à 1040 Bruxelles, pour pratiquer les branches suivantes :

- « Autres dommages aux biens » (branche 9);
- « Pertes pécuniaires diverses » (branche 16);
- « Protection juridique » (branche 17).

Cet arrêté entre en vigueur le jour de la présente publication.

Par arrêté royal du 24 février 1992 est accordé l'agrément à l'entreprise « Europaea — Assurance Protection juridique », en abrégé : « Europaea » (code administratif : 1025), société anonyme dont le siège social est situé rue Defacqz 3, à 1050 Bruxelles, pour pratiquer la branche :

- « Protection juridique » (branche 17).

Cet arrêté entre en vigueur le jour de la présente publication.

Par arrêté royal du 24 février 1992 est accordé l'agrément à l'entreprise « Victoria-Vesta » (code administratif : 0595), société anonyme dont le siège social est situé Laarstraat 16, à 2810 Wilrijk, pour pratiquer la branche :

- « Protection juridique » (branche 17).

Cet arrêté entre en vigueur le jour de la présente publication.